

Chambre des Représentants.

SÉANCE DE 11 MARS 1926.

Budget

du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. VAN HOECK.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Corps de la Gendarmerie, pour l'exercice 1926, s'élève à la somme de 72,907,800 francs, savoir :

Pour les dépenses ordinaires.	fr. 58,207,800
Pour les dépenses exceptionnelles.	14,700,000
Ensemble.	fr. 72,907,800

Ces chiffres, comparés à ceux de 1925, accusent pour l'exercice budgétaire de 1926, une augmentation de dépenses de 643,300 francs.

Il résulte de la note relative à deux amendements que M. le Ministre de la Défense Nationale a proposé d'apporter au projet de Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1926, que cette augmentation provient surtout de l'octroi, en attendant le relèvement général des pensions, d'une indemnité de vie chère (loi du 30 décembre 1925, *Moniteur* du 31 décembre) aux bénéficiaires de pensions d'ancienneté de service et dont les premiers termes des pensions sont encore à charge du Budget du Corps de la Gendarmerie.

Au cours de la discussion du Budget dans les Sections et au sein de la Commission spéciale, plusieurs membres ont exprimé le désir de voir reviser le statut légal relatif à l'avancement des officiers de gendarmerie.

Ils obtiendront bientôt satisfaction. Les honorables collègues MM. Vandemeulebroucke, Ernest, Jennissen, Housiaux, Mathien et Van Hoeck, ont déposé une proposition de loi sur la position et l'avancement des officiers de gendarmerie,

(1) Budget, n° 4-xiii.

Amendements, n° 124.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les Membres de la Commission permanente de la Défense Nationale : MM. Pirmez,

Président, Delecluse, Paul de Besselaere, Liégeois, Delagollette, Devèze, Ernest, Mathien, Missiaen, Pierco,

Van der Auwera, Vergels, Eeckelers,

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MARS 1926.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. VAN HOECK.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Corps de la Gendarmerie, pour l'exercice 1926, s'élève à la somme de 72,907,800 francs, savoir :

Pour les dépenses ordinaires. fr.	58,207,800
Pour les dépenses exceptionnelles.	14,700,000
Ensemble. . . . fr.	72,907,800

Ces chiffres, comparés à ceux de 1925, accusent pour l'exercice budgétaire de 1926, une augmentation de dépenses de 643,300 francs.

Il résulte de la note relative à deux amendements que M. le Ministre de la Défense Nationale a proposé d'apporter au projet de Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1926, que cette augmentation provient surtout de l'octroi, en attendant le relèvement général des pensions, d'une indemnité de vie chère (loi du 30 décembre 1925, *Moniteur* du 31 décembre) aux bénéficiaires de pensions d'ancienneté de service et dont les premiers termes des pensions sont encore à charge du Budget du Corps de la Gendarmerie.

Au cours de la discussion du Budget dans les Sections et au sein de la Commission spéciale, plusieurs membres ont exprimé le désir de voir reviser le statut légal relatif à l'avancement des officiers de gendarmerie.

Ils obtiendront bientôt satisfaction. Les honorables collègues MM. Vandemeulebroucke, Ernest, Jennissen, Housiaux, Mathieu et Van Hoeck, ont déposé une proposition de loi sur la position et l'avancement des officiers de gendarmerie,

(1) Budget, n° 4-XIII.

Amendements, n° 124.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les Membres de la Commission permanente de la Défense Nationale : MM. Pirmez, Président, Berloz, Buyl, de Burlet, de Gérardon, Delacote, Devèze, Ernest, Feuillien, Goffaux, Hoen, Huysbauwer, Mansart, Marek, Mathieu, Missiaen, Pierco, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke et Van Hoeck.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. Van Cauwem, Vergels, Eeckelers, Van Hoeck, Rombauts et Boens.

introduisant de nouvelles dispositions par lesquelles il sera assuré aux officiers de gendarmerie une situation égale — ou s'en approchant — à celle dont jouissent leurs collègues de l'armée.

La proposition de loi susvisée a reçu un accueil favorable dans toutes les sections.

Un membre de la Commission spéciale voudrait faire aboutir la réforme suivante :

Par décret de l'autorité supérieure, les officiers subalternes de l'armée et de la gendarmerie, atteints par la limite d'âge, touchent une indemnité de fin de carrière de 1,000 francs, quand ils comptent 25 années dans le grade d'officier.

Peu d'officiers de gendarmerie peuvent prétendre à cette indemnité, pour la raison qu'avant la guerre on n'accédait au grade d'officier que vers l'âge de 30 ans, souvent après cet âge. Cette particularité a dû échapper au législateur. Pour permettre aux intéressés de bénéficier de la faveur accordée, le terme de 25 années prévu est trop élevé pour les officiers de gendarmerie ; il devrait être ramené à 20 années.

Il suffit peut-être de signaler cette anomalie pour que le Département de la Défense Nationale réalise la réforme souhaitée.

D'autres questions ont été soulevées. Elles sont résumées ci-après :

Que l'on cesse de faire du gendarme un soldat. Qu'on le laisse à son rôle de collaborateur de la Justice. Qu'on le dispense, par conséquent, dans les brigades des exercices inutiles, peu en rapport avec son âge et qui ne servent qu'à lui inspirer le dégoût du métier, principale cause du départ prématuré de nombre d'excellents gendarmes.

Pourquoi l'inspection du corps est-elle confiée à un officier supérieur de l'armée ? Ne pourrait-on confier l'emploi d'inspecteur général à un officier issu du corps de la gendarmerie, qui compte assez de brillants officiers pour remplir, à la satisfaction générale, les fonctions d'inspecteur, qu'il semble peu logique de confier plus longtemps à un général de cavalerie.

A cette remarque, il a été répondu par l'honorable Ministre de la Défense Nationale (*voir plus loin* : questions et réponses) que l'Inspection Générale de la Gendarmerie a été supprimée par l'Arrêté Royal du 12 janvier 1926, n° 20952.

Que de dépenses pourraient être réduites du chef d'inspections et de déplacements inutiles d'officiers supérieurs, parcourant tous les ans, parfois à intervalle de quelques mois, toutes les brigades chefs-lieux de districts, pour examiner toujours les mêmes hommes, les mêmes locaux, les mêmes casernes.

Ne pourrait-on limiter ces inspections dans les proportions ci-après :

- a) Commandant de district, une visite tous les mois ;
- b) Commandant de la compagnie, une visite par an ;
- c) Commandant du groupe, une visite tous les deux ans ;
- d) Commandant du corps, une visite tous les trois ans.

Nous avons cru bon de reproduire ces quelques considérations, émises par certains membres, pour que, lors de la discussion du budget à la Chambre, elles puissent être examinées d'une façon plus approfondie et susciter de la part de l'honorable Ministre de la Défense Nationale les explications nécessaires.

Une importante question a retenu l'attention d'un membre de la commission spéciale, qui désirerait savoir pour quelles raisons le Département de la Défense Nationale croit devoir maintenir toutes les brigades montées au Corps de la Gendarmerie. Pourquoi ne remplace-t-on pas le personnel monté (cavaliers) par un personnel à pied (fantassins)? Que d'économies à réaliser !

Depuis la création des forces et légions mobiles, le maintien de ces forces éparpillées un peu à droite et à gauche ne se justifierait plus. Voyez Courtrai, Saint-Nicolas, Eccloo, pour ne citer que ces brigades-là, à effectif de 25 à 30 chevaux, centres peu importants, près de Gand (siège de force mobile).

La cavalerie dans les brigades ne rendrait aucun service. Au contraire, que de temps perdu, consacré aux pansages, soins divers aux chevaux, exercices à cheval, pendant que la police est nulle.

Plusieurs membres de la Commission spéciale ont posé diverses questions au sujet de certaines dépenses inscrites au Budget. Nous tenons à remercier M. le Ministre de la Défense Nationale de la rapidité avec laquelle il a bien voulu répondre aux questions posées, nous éclairant ainsi sur toutes les observations présentées.

QUESTION.

Le Département de la Défense Nationale voudrait-il indiquer le nombre d'officiers, sous-officiers et gendarmes, prévu par le statut de la Gendarmerie ?

RÉPONSE.

Les effectifs organiques de la gendarmerie sont ceux qui ont été fixés par le budget de la gendarmerie de l'exercice 1925, soit :

Officiers de gendarmerie.	Officiers-comptables, médecins et vétérinaires.	Grades.	Sous-officiers, brigadiers et gendarmes.	Grades.
1		Lieutenant-général.	101	Adjudants de 1 ^{re} classe.
1		Général-major.	114	— 2 ^e —
3		Colonels.	290	Premiers maréchaux des logis chefs.
5		Lieutenants-colonels.	571	Maréchaux des logis chefs.
6		Majors.	402	Premiers maréchaux des logis.
52		Capitaines.	1,849	Maréchaux des logis de 1 ^{re} classe.
74		Lieutenants et sous-lieutenants.	1,849	Maréchaux des logis de 2 ^e classe.
1		Officier supérieur hors cadre.	463	Brigadiers.
	1	Colonel-médecin.	462	Gendarmes.
	1	Capitaine en premier, médecin.	52	Maréchaux-ferrants.
	1	Lieutenant-colonel vétérinaire.		
	1	Lieutenant-vétérinaire.		
	1	Officier payeur trésorier.		
	1	Officier d'équipement.		
143	6			
			6,153	

Observations. — Le projet de budget pour l'exercice 1926 prévoit les mêmes effectifs que ceux d'autre part, sauf en ce qui concerne le nombre de gendarmes et de maréchaux-ferrants ramenés respectivement de 462 à 283 et de 52 à 27.

Du fait de cette réduction momentanée — envisagée dans un but de compression des dépenses — il s'ensuit que la composition du Corps de la Gendarmerie n'atteindra pas, en 1926, les effectifs prévus organiquement.

Au surplus, l'Inspection Générale de la Gendarmerie venant d'être supprimée par l'arrêté royal du 12 janvier 1926, n° 20952, ils se réduisent encore de :

1 officier général.

1 lieutenant Colonel ou Major.

1 officier subalterne d'un grade indéterminé.

Il est à remarquer, toutefois, que la suppression de l'Inspection Générale ne fera disparaître que le Lieutenant-Général Inspecteur, les deux adjoints de celui-ci étant officiers de gendarmerie et, comme tels, devant continuer à faire partie du corps et émarger au budget de l'année en cours.

Un amendement en diminution de crédit au budget de la gendarmerie pour 1926, se rapportant au traitement du Lieutenant-Général Inspecteur, devant logiquement correspondre à un amendement en augmentation de la même somme au budget de l'armée, la situation sera régularisée lors de l'établissement des projets de budgets pour l'exercice 1927. Cet officier général a du reste déjà émargé au budget de la gendarmerie de la présente année.

QUESTION.

Le Département de la Défense Nationale voudrait-il faire connaître les bases de répartition des différentes indemnités aux officiers (2,360,000 francs)?

RÉPONSE.

La base de calcul des indemnités aux officiers est la suivante :

a) Indemnités de monture à 145 officiers, à raison de 600 francs.	fr.	87,000
Indemnités d'amortissement à 145 officiers, à raison de 300 francs		45,000

b) Indemnités de résidence :

6 officiers à 1,200 francs	fr.	7,200
14 — 1,000 —		14,000
9 — 800 —		7,200
8 — 750 —		6,000
6 — 600 —		3,600
		<hr/>
	fr.	38,000

c) Indemnités familiales :

42 officiers avec 1 enfant, à fr. 360 =	fr.	14,120
30 — 2 — 720		21,600
11 — 3 — 1,200		13,200
4 — 4 — 1,800		7,200
		<hr/>
	fr.	56,120

La somme de 62,500 francs prévue comprend, en outre, les indemnités de naissance.

d) <i>Indemnités de cabinet de consultation :</i>		
2 officiers médecins à 1,200 francs	fr.	2,400
e) <i>Indemnités de marche :</i>		
Montant des dites indemnités payées en 1924	(environ). fr.	45,000
f) <i>Indemnités de séparation :</i>		
Montant des dites indemnités payées en 1924	(environ) fr.	15,000
g) <i>Indemnités de service en Allemagne occupée :</i>		
Montant des dites indemnités payées au cours des années précédentes. Toutefois, à la suite de la réduction de l'A. O., ce poste peut être réduit de 10,000 francs.	fr.	25,000
h) <i>Indemnités de premier équipement aux sous-officiers promus sous-lieutenants :</i>		
Montant de la dite indemnité, 800 francs, soit pour dix nominations éventuelles	fr.	8,000
i) <i>Indemnités à des officiers chargés d'exercer des fonctions supérieures à leur grade :</i>		
1 Officier à 180 francs par mois	fr.	2,160
2 Officiers à 150 francs par mois		3,600
4 Officiers à 30 francs par mois		1,440
	fr.	7,200
j) <i>Indemnités de séjour dans les camps :</i>		
Somme correspondant à la moyenne des années antérieures pour le même objet	fr.	200
k) <i>Indemnités de tenue et d'équipement :</i>		
149 Officiers à 900 francs	fr.	134,100

N. B. — La somme de 2,360,000 francs dont il est question, comprend, outre les indemnités ci-dessus, le traitement proprement dit des officiers.

QUESTION.

Comment le Département de la Défense Nationale justifie-t-il la somme de 50,000 francs pour reprise, pour compte de la remonte, des chevaux cédés contre remboursement aux officiers montés. Cette somme n'est-elle pas exagérée pour les 146 chevaux d'officiers?

RÉPONSE.

La moyenne du montant des sommes remboursées au cours des trois derniers exercices est d'environ 40,000 francs. La somme de 50,000 francs prévue au budget a été fixée en vue de faire face éventuellement à la reprise de quelques montures supplémentaires.

QUESTION.

Deuxième Section. — Dépenses exceptionnelles. — Chapitre III. — Services divers. — Tableau de la répartition de la somme de 14,700,000 francs, prévue comme partie mobile des traitements et salaires. Cette somme paraît, à certains membres, inexplicable, après la péréquation des traitements ?

RÉPONSE.

Cette somme est la conséquence, précisément, de la péréquation des traitements et salaires et elle s'applique à tout le personnel de la Gendarmerie. Les taux annuels de la partie mobile sont ceux fixés par l'Arrêté Royal du

1^{er} décembre 1924 concernant la péréquation des traitements, et la répartition de la somme totale de 14,700,000 francs s'effectue suivant le tableau ci-annexé.

1 officier à	8,000	.	.	.	.	fr.	8,000
1 »	7,200	.	.	.	.	.	7,200
6 »	5,600	.	.	.	.	.	33,600
8 »	4,800	.	.	.	.	.	38,400
45 »	4,000	.	.	.	.	.	180,000
90 »	3,200	.	.	.	.	.	288,000
149							
390 militaires subalternes à	3,200	.	.	.	.	.	1,248,000
5559 »	»	2,400	.	.	.	.	13,341,600
						Fr.	15,144,800

La somme portée au projet de budget de 1926 pour la partie mobile des traitements et salaires est légèrement inférieure à celle qu'accuse le tableau de répartition ci-dessus. La différence provient de ce qu'il a été prévu une diminution possible du coût de la vie.

QUESTION.

Comment les *premiers* termes des pensions (chap. III, art. 2, litt. b) peuvent-ils s'élever à 2,580,000 francs et cela après la constitution de la Caisse Nationale des Pensions?

La même question s'applique au litt. c.

RÉPONSE.

La Caisse Nationale des Pensions de la Guerre, ne liquide que les pensions dérivant de faits de guerre.

Or, d'après le chapitre II, art. 2, litt. b :

Le poste de 2,580,000 francs est destiné aux paiements des premiers termes des *pensions de retraite* et ordres nationaux (pensions d'ancienneté de service pour officiers et pour militaires de rang subalterne du Corps de la Gendarmerie; ordres nationaux décernés pour ancienneté de service).

Ce crédit de 2,580,000 francs a été porté à 3,309,000 francs par voie d'amendement. (Voir *Documents Parlementaires*, n° 124.)

Au chapitre II, art. 2, litt. c :

Le poste de 63,000 francs est destiné aux paiements des indemnités tenant lieu de pension aux militaires du Corps de la Gendarmerie en instance de pension, et premiers termes de pensions d'invalidité (y compris les arriérés et éventuellement l'indemnité spéciale pour aide d'une tierce personne) accordés aux officiers et aux militaires de rang subalterne du Corps de la Gendarmerie, pour invalidité dont l'origine ou l'aggravation *ne se place pas entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919 ou qui sont atteints d'invalidité par suite de blessures contractées sur le territoire allemand à la suite d'attentats criminels commis, provoqués ou favorisés par des Allemands.*

Ces pensions sont payables à charge du budget de la gendarmerie (dépenses ordinaires) en attendant qu'elles puissent être payées par le *Ministère des Finances* à charge du *Budget de la Dette Publique*.

Ce passage au Budget de la Dette Publique a lieu conformément aux prescriptions de l'article 79 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868, portant règlement sur la comptabilité de l'État, modifié par l'arrêté royal du 22 février 1921 (*Moniteur* du 6 mars 1921), prescriptions dont le texte est reproduit ci-après :

« Art. 79. — Le premier terme d'une pension comprend les arrérages calculés depuis le jour où cette pension commence à courir jusqu'à l'expiration du trimestre pendant lequel a lieu l'approbation de la pension par la Cour des Comptes. Il est liquidé au moyen d'une ou de plusieurs ordonnances collectives formées par le Département sur le budget duquel le premier terme doit être imputé, les arrérages ultérieurs à charge du Budget de la Dette Publique coïncidant avec le commencement du trimestre suivant ».

QUESTION.

Comment le Service des chèques postaux — qui est gratuit — peut-il donner lieu à une dépense de 8,000 francs (art. 1, litt. g) ?

RÉPONSE.

Le Service des chèques postaux n'est pas complètement gratuit. Le coût des formulaires délivrés par le bureau des chèques postaux, ainsi que certaines taxes sont à charge du service d'administration :

- 1°) bordereaux, avis de débit, carnets de chèques et de virement;
- 2°) droit de fr. 0.10 porté à fr. 0.20 par inscription; droit proportionnel de 1/10 pour mille.

Le chiffre de 8,000 francs, fixé au budget, a été établi en prenant pour base la moyenne des dépenses de ce genre faites au cours des exercices précédents.

QUESTION.

Comment se répartit la somme de 20,000 francs :

- a) pour les cours préparatoires à l'épreuve de sous-lieutenance?
- b) pour les cours particuliers ? Quelle est la nature de ces cours ?
- c) pour les cours du soir ?

RÉPONSE.

La somme de 20,000 francs se répartit comme suit :

- a) pour les cours de la sous-lieutenance :
600 francs pour chauffage et éclairage des locaux ainsi que pour les livres didactiques des professeurs ;
- b) 19,400 francs pour les cours particuliers — *cours scientifiques* à répartir entre les 72 chefs-lieux de district et forces mobiles. — chauffage, éclairage, fournitures classiques.
- c) les cours du soir doivent être confondus avec les cours particuliers.

QUESTION.

Quel est le taux des indemnités de déplacement et de déménagement aux officiers (dépenses diverses : 66,000 francs) ?

RÉPONSE.

Indemnité de déplacement.

		Indemnités pour frais de séjour.	
		Par journée d'absence.	Supplément par nuit de logement.
Officiers généraux . . .	Frs.	25	20
Officiers supérieurs		20	20
Officiers subalternes		20	15

Pour les missions comportant moins de huit heures d'absence et plus de cinq heures, l'indemnité de séjour est réduite de moitié.

Indemnité de déménagement.

Officiers généraux mariés . . .	Frs.	900
» » célibataires		200
» supérieurs mariés		800
» » célibataires		175
» subalternes mariés		700
» » célibataires		150

et, en outre, pour les mariés, le remboursement de 50 p. c. des frais payés à l'administration des chemins de fer pour le transport du mobilier.

QUESTION.

Quel est le taux des indemnités de déplacement et de déménagement aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes (dépenses diverses, 260,000 francs)?

RÉPONSE.

Indemnité de déplacement.

	Par journée d'absence.	Supplément par suite de logement.
Sous-officiers	10	10
Brigadiers et gendarmes	6	4

Pour les missions comportant moins de 8 heures d'absence et plus de 5 heures, l'indemnité de séjour est réduite de moitié.

Indemnité de déménagement.

Sous-officiers, brigadiers et gendarmes mariés, 350 francs et le remboursement de 50 p. c. des frais payés à l'administration des chemins de fer pour le transport du mobilier.

QUESTION.

L'article 1^{er}, litt. F prévoit un crédit de 140,000 francs pour 40 chevaux de remonte.

Ne peut-on trouver ces chevaux dans les régiments de cavalerie supprimés ou à supprimer et faire ainsi l'économie de cette dépense ?

RÉPONSE.

Il n'y a plus de chevaux disponibles provenant de régiments de cavalerie qui disparaissent. Les ventes par réforme et des chevaux d'un âge supérieur à 19 ans

ont eu lieu et il n'y a plus d'excédent qui pourrait être passé au Corps de Gendarmerie. Il y a donc lieu de lui conserver le crédit prévu.

QUESTION.

Le tableau (litt. a de l'article premier, pages 46 et 47) indique des crédits de 25,000 et de 310,000 francs pour indemnités de service en Allemagne occupée.

Ces dépenses ne seront-elles pas diminuées du fait de la réduction des effectifs des troupes en Allemagne occupée et de l'évacuation de la zone de Cologne ?

RÉPONSE.

Par suite de la réduction des effectifs des troupes en Allemagne occupée et de l'évacuation de la zone de Cologne, les crédits de 25,000 et de 310,000 francs prévus au projet de budget de la Gendarmerie de 1926 pour indemnités de service en Allemagne occupée, peuvent être diminués respectivement de 10,000 et de 150,000 francs.

Ces crédits seraient ainsi ramenés à 15,000 et à 160,000 francs.

* * *

En conséquence de la diminution de 160,000 francs, du chef d'indemnités de service en Allemagne occupée, telle que la réponse de l'honorable Ministre à la dernière question posée nous la propose, le projet de Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1926, se présente comme suit :

Pour les dépenses ordinaires fr.	58,047,800
Pour les dépenses exceptionnelles . . fr.	14,700,000
Ensemble. . . . fr.	<u>72,747,800</u>

La commission spéciale vous propose, à l'unanimité, d'adopter le Budget du Corps de la Gendarmerie pour 1926, tel qu'il vous est présenté avec les amendements indiqués ci-dessus.

Le Rapporteur,

A. VAN HOECK.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MAART 1926.

Begrooting

van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1926 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN HOECK.

MIJNE HEEREN,

Het begrootingsontwerp van het Gendarmeriekorps voor het dienstjaar 1926 bedraagt 72,907,800 frank, namelijk :

Voor de gewone uitgaven	fr. 58,207,800
Voor de uitzonderlijke uitgaven	14,700,000
Te zamen.	fr. 72,907,800

Deze cijfers, vergeleken bij die van 1925, wijzen voor het begrootingsjaar 1926 op eene vermeerdering van uitgaven van 643,300 frank.

Uit de nota betreffende de twee amendementen die de Minister van Landsverdediging heeft voorgesteld bij het ontwerp van begrooting van het gendarmeriekorps voor het dienstjaar 1926, blijkt dat deze vermeerdering hoofdzakelijk voortvloeit uit het verleenen, in afwachting van de algemeene verhooging der pensioenen, van een duurtelbijslag (wet van 30 December 1925, *Staatsblad* van 31 December) aan degenen die pensioenen trekken wegens ancienniteit, en waarvan de eerste pensioentermijnen nog ten laste zijn van de gendarmeriebegrooting.

Bij de bespreking van de begrooting in de Afdelingen en in de Bijzondere Commissie, hebben vele leden den wensch uitgedrukt dat het wettelijk statuut betreffende de bevordering van de gendarmerieofficieren zou herzien worden.

Zij zullen weldra voldoening bekomen. Onze achtbare collegas, de heeren Vandemeulebroucke, Ernest, Jennissen, Housiaux, Mathieu en Van Hoeck hebben een wetsvoorstel ingediend betreffende den stand en de bevordering der gendarmerieofficieren, waarbij nieuwe bepalingen ingevoerd worden om de officieren der gendarmerie in een gelijken of ongeveer gelijken toestand te plaatsten als hunne collegas in het leger.

(1) Begrooting, n^o 4-xii.

Amendementen, n^o 124.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Buyl, de Burlet, de Gérardon, Delacoelette, Devèze, Ernest, Feuillein, Goffaux, Hocn, Huyshauwer, Mansart, Marek, Mathieu, Missiaen, Pierco, Samyn, Vandemeulebrouck en Van Hoeck.

Van Canegem, Vergels,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1926.

Begrooting

van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1926 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN HOECK.

MIJNE HEEREN,

Het begrootingsontwerp van het Gendarmeriekorps voor het dienstjaar 1926 bedraagt 72,907,800 frank, namelijk :

Voor de gewone uitgaven	fr. 58,207,800
Voor de uitzonderlijke uitgaven	14,700,000
Te zamen.	fr. 72,907,800

Deze cijfers, vergeleken bij die van 1925, wijzen voor het begrootingsjaar 1926 op eene vermeerdering van uitgaven van 643,300 frank.

Uit de nota betreffende de twee amendementen die de Minister van Landsverdediging heeft voorgesteld bij het ontwerp van begrooting van het gendarmeriekorps voor het dienstjaar 1926, blijkt dat deze vermeerdering hoofdzakelijk voortvloeit uit het verleenen, in afwachting van de algemeene verhooging der pensioenen, van een duurtebijslag (wet van 30 December 1925, *Staatsblad* van 31 December) aan degenen die pensioenen trekken wegens ancienniteit, en waarvan de eerste pensioentermijnen nog ten laste zijn van de gendarmeriebegrooting.

Bij de bespreking van de begrooting in de Afdelingen en in de Bijzondere Commissie, hebben vele leden den wensch uitgedrukt dat het wettelijk statuut betreffende de bevordering van de gendarmerieofficieren zou herzien worden.

Zij zullen weldra voldoening bekomen. Onze achtbare collegas, de heeren Vandemeulebroucke, Ernest, Jennissen, Housiaux, Mathieu en Van Hoeck hebben een wetsvoorstel ingediend betreffende den stand en de bevordering der gendarmerieofficieren, waarbij nieuwe bepalingen ingevoerd worden om de officieren der gendarmerie in een gelijken of ongeveer gelijken toestand te plaatsten als hunne collegas in het leger.

(1) Begrooting, n^o 4-XII.
Amendementen, n^o 124.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Buyl, de Burtet, de Gérardon, Delacolette, Devèze, Ernest, Feuillien, Goffaux, Hoën, Huysbauwer, Mansart, Marek, Mathieu, Missiaen, Pierco, Samyn, Vandemeulebrouck en Van Hoeck.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Van Canegem, Vergels, Eeckelers, Van Hoeck, Rombauts en Boens.

Bovenvermeld wetsvoorstel heeft in al de Afdeelingen een gunstig onthaal genoten.

Een lid van de Bijzondere Commissie vroeg de invoering van de volgende hervorming :

Bij decreet van de hoogere overheid, trekken de lagere officieren van het leger en de gendarmerie, die de leeftijdsgrens hebben bereikt, eene vergoeding van 1,000 frank bij 't eindigen der loopbaan, wanneer zij vijf-en-twintig jaar den graad van officier bezitten.

Weinige officieren van de gendarmerie kunnen op die vergoeding aanspraak maken, om reden dat men vóór den oorlog den graad van officier slechts kon bekomen rond den leeftijd van dertig jaar, dikwijls later nog. Deze bijzonderheid is aan den wetgever ontsnapt. Om aan de belanghebbenden toe te laten deze vergoeding te trekken, is de termijn van vijf-en-twintig jaar te lang voor de officieren van de gendarmerie; hij zou op twintig jaar moeten gebracht worden.

Het zal misschien volstaan er op te wijzen om het Departement van Landsverdediging de hervorming te doen invoeren.

Andere vraagstukken nog werden opgeworpen.

Ze worden hierna samengevat :

Men moet niet langer van den gendarm een soldaat maken. Men moet hem laten aan zijn taak van medewerker van de Justitie. Men moet hem dienvolgens in de brigades ontslaan van nuttelooze oefeningen, die niet meer passen bij zijn leeftijd en die slechts dienen om hem een tegenzin van zijn loopbaan te geven, wat wel de oorzaak is van het voortijdig heengaan van vele uitstekende gendarmen.

Waarom is de inspectie van het korps toevertrouwd aan een hooger officier van het leger? Zou men het ambt van inspecteur generaal niet kunnen toevertrouwen aan een officier die uit het gendarmeriekorps komt, waarin voldoende uitnemende officieren aanwezig zijn om, naar ieders voldoening het ambt van inspecteur uit te oefenen? Het is niet logisch nog langer dit ambt te vertrouwen aan een generaal van de ruitery.

Daarop heeft de Minister van Landsverdediging geantwoord (zie verder vragen en antwoorden) dat de Algemeene Inspectie van de gendarmerie opgeheven werd bij Koninklijk besluit van 12 Januari 1926, n^o 20952.

Wat al uitgaven zouden kunnen verminderd worden, voor de nuttelooze inspecties en reizen van hoogere officieren die elk jaar, dikwijls met tusschenpoozen van slechts een paar maanden, al de brigades in de hoofdplaatsen van de districten afloopen om altijd dezelfde mannen, dezelfde lokalen, dezelfde kazernen te bezoeken!

Zou men deze inspecties niet kunnen beperken op de volgende wijze :

- a) Commandant van het District : een bezoek alle maanden;
- b) Commandant van de Compagnie : een bezoek per jaar;
- c) Commandant van de groep : een bezoek alle twee jaar;
- d) Commandant van het korps ; een bezoek alle drie jaar.

Wij hebben gemeend deze enkele beschouwingen, door sommige leden in het midden gebracht, te moeten weergeven, opdat zij bij de behandeling van de begroting in de Kamer op grondigere wijze zouden kunnen onderzocht worden en de Minister van Landsverdediging daarover de noodige verklaringen zou kunnen geven.

* * *

Eene belangrijke vraag werd door een lid van de Commissie opgeworpen waar hij de redenen wilde kennen waarom het Departement van Landsverdedi-

ging het noodig. oordeelt al de bereden brigades bij het gendarmeriekorps te handhaven. Waarom vervangt men het bereden personeel niet door voetvolk? Wat al besparingen kunnen daar gedaan worden!

Sedert de oprichting van de mobiele troepen, is het behoud van deze troepen die zoo wat links en rechts verspreid zijn, niet meer te billijken. Nemen wij bij voorbeeld Kortrijk, Sint-Niklaas, Eckloo om enkel deze brigades te noemen, met 25 tot 30 paarden, zeer onbeduidende centums nabij Gent, zetel van een mobiele troep.

De ruiterij in de brigades zou geen diensten bewijzen. Integendeel, wat al verloren tijd voor de verzorging der paarden, voor de oefeningen te paard, terwijl de politie niet wordt uitgeoefend.

Talrijke leden van de Bijzondere Commissie hebben vragen gesteld aangaande sommige uitgaven die op de begrooting voorkomen. Wij stellen er prijs op den Minister van Landsverdediging te bedanken om den spoed waarmee hij op de gestelde vragen heeft willen antwoorden en ons al de noodige ophelderingen verschaffen.

VRAAG.

Zou het Departement van Landsverdediging het getal officieren, onder-officieren en gendarmen, voorzien door het statuut van de gendarmerie willen mededeelen?

ANTWOORD.

De organieke getalsterkte van de gendarmerie is deze welke werd vastgesteld door de begrooting van de gendarmerie voor het dienstjaar 1925, te weten :

Officieren van de gendarmerie.	Officieren, re-kenplichtigen, dokters en veeartsen.	Graden.	Onder-officieren, brigadiers en gendarmen.	Graden.
1		Luitenant-generaal.	101	Adjadanten van 1 ^e klas.
1		Generaal-majoor.	114	— 2 ^e —
3		Kolonels.	290	Eerste hoofdwachtmeesters.
5		Luitenant-kolonels	571	Hoofdwachtmeesters.
6		Majors.	402	Eerste wachtmeesters.
52		Kapiteins.	1,849	Wachtmeesters van 1 ^{ste} klas.
74		Luitenanten en onderluitenanten	1,849	— 2 ^e —
1		Hooger officier buiten kader.	463	Brigadiers.
	1	Kolonel-dokter.	462	Gendarmen.
	1	Eerste kapitein, dokter.	52	Hoefsmeden.
	1	Luitenant-kolonel veearts.		
	1	Luitenant-veearts.		
	1	Officier betaal- en schatmeester.		
	1	Officier voor uitrusting.		
143	6			
149			6.153	

Aanmerkingen. — Het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1926 voorziet dezelfde effectieven als eertijds, behalve wat de gendarmen en de hoefsmeden betreft, wier getal respectievelijk van 462 tot 283 en van 52 tot 27 werd herleid.

Wegens deze tijdelijke vermindering — die werd voorzien met het doel de uitgaven in te krimpen — zal de samenstelling van het Korps der Gendarmerie in 1926 de effectieven bij de organieke wet voorzien, niet bereiken.

En vermits bovendien de Algemeene Inspectie der Gendarmerie bij Koninklijk besluit van 12 Januari 1926, n^o 20952, werd afgeschaft, worden de effectieven nog verminderd met :

- 1 officier generaal;
- 1 luitenant-kolonel of majoor;
- 1 lagere officier van onbepaalden graad;

Men dient niettemin op te merken dat, wegens de afschaffing van de Algemeene Inspectie, alleen de Luitenant-Generaal Inspecteur verdwijnen zal, vermits zijne twee adjuncten, die gendarmerie-officier zijn, als dusdanig blijven deel uitmaken van het Korps en financieel op de begrooting blijven vermeld van het loopende jaar.

Een amendement tot credietvermindering op de begrooting der gendarmerie voor 1926 en dat betrekking heeft op de wedde van den Luitenant-Generaal Inspecteur, moet logischerwijs overeenkomen met een amendement dat met eene gelijke som de legerbegrooting verhoogt; dienvolgens zal deze toestand geregeld worden bij het opmaken der begrootingsontwerpen voor 1927. De wedde van dezen officier generaal stond overigens reeds uitgetrokken op de gendarmeriebegrooting van dit jaar.

VRAAG.

Gelieve het Departement van Landsverdediging de grondslagen te laten kennen voor de uitkeering der verschillende vergoedingen aan de officieren (2,360,000 frank)?

ANTWOORD.

De vergoedingen aan de officieren worden berekend naar den volgende grondslag :

a) <i>Vergoedingen wegens rijdieren</i> aan 145 officieren, tegen	600 frank	fr. 87,000
<i>Vergoedingen wegens delging</i> aan 145 officieren, tegen 300 fr.		45,000
b) <i>Verblijfsvergoedingen :</i>		
6 officieren tegen 1,200 frank	fr. 7,200	
14 — — 1,000 —	14,000	
9 — — 800 —	7,200	
8 — — 750 —	6,000	
6 — — 600 —	3,600	
	————— fr.	38,000
c) <i>Gezinsvergoedingen :</i>		
42 officieren met 1 kind, tegen fr. 360 = fr.	14,120	
30 — — 2 kinderen — 720 .	21,600	
11 — — 3 — — 1,200 .	13,200	
4 — — 4 — — 1,800 .	7,200	
	————— fr.	56,120

In de voorziene som van 62,500 frank is bovendien de geboorte-vergoeding begrepen.

d) <i>Vergoeding wegens geneeskundige raadpleging :</i>	
2 officieren-geneesheer tegen 1,200 frank	fr. 2,400
e) <i>Marche-vergoeding :</i>	
Bedrag der vergoedingen in 1924 uitbetaald (ongeveer).	45,000
f) <i>Vergoeding wegens scheiding :</i>	
Bedrag der vergoedingen in 1924 uitbetaald (ongeveer)	15,000
g) <i>Dienstvergoeding in bezet Duitschland :</i>	
Bedrag der vergoedingen tijdens de voorgaande jaren uitbetaald.	
Wegens de vermindering van het Bezettingsleger kon deze post met	
10,000 frank worden verminderd	25,000
h) <i>Vergoeding wegens eerste uitrusting aan de onderofficieren die</i>	
<i>tot den graad van onderluitenant worden bevorderd :</i>	
Bedrag der vergoeding, 800 frank, hetzij voor tien mogelijke	
benoemingen	8,000
i) <i>Vergoeding aan officieren belast met eene functie boven hunnen</i>	
<i>graad :</i>	
1 officier tegen 180 frank per maand	fr. 2,160
2 officieren tegen 150 frank per maand	3,600
4 officieren tegen 30 frank per maand	1,440
	————— fr. 7,200
j) <i>Kampvergoeding :</i>	
Gemiddelde som der voorgaande jaren	200
k) <i>Vergoeding wegens kleedij en uitrusting :</i>	
149 officieren tegen 900 frank	134,100
N. B. — In de som van 2,360,000 frank, waarvan sprake, is, benevens boven-	
staande vergoedingen, ook de eigenlijke wedde der officieren begrepen.	

VRAAG.

Hoe billijk het Departement van Landsverdediging de som van 50,000 frank wegens overname, op rekening van de remonte, der paarden welke tegen terugbetaling aan de bereden officieren worden overgemaakt? Is deze som niet overdreven voor 146 officierspaarden?

ANTWOORD.

Het gemiddeld bedrag der sommen, tijdens de laatste drie jaren uitbetaald, is ongeveer 40,000 frank. In deze begrooting werd de som op 50,000 frank gesteld om gebeurlijk te voorzien in de overname van enkele paarden meer.

VRAAG.

Tweede afdeeling. — Uitzonderlijke uitgaven. — Hoofdstuk III. — Verschillende diensten. — Verdelingstabel der som van 14,700,000 frank, voorzien als veranderlijk deel der wedden en loonen. Na de perequatie der wedden schijnt deze som aan sommige leden onverklaarbaar.

ANTWOORD.

Deze som is juist het gevolg van de perequatie der wedden en loonen en is van toepassing op gansch het personeel der Gendarmerie. Het jaarlijksch bedrag van het veranderlijk deel is vastgesteld bij Koninklijk besluit van 1^{ste} December 1924

betreffende de perequatie der wedden; de verdeling der totale som van 14,700,000 frank geschiedt naar de onderstaande tabel :

1 officier tegen 8,000 fr.	8,000
1 » » 7,200	7,200
6 officieren » 5,600	33,600
8 » » 4,800	38,400
45 » » 4,000	180,000
90 » » 3,200	288,000
<hr/>	
149	
390 lagere militairen tegen 3,200	1,248,000
5559 » » » 2,400	13,341,600
<hr/>	
	Fr. 15,144,800

De som op het begrootingsontwerp van 1926 gebracht, wegens het veranderlijk gedeelte der wedden en loonen, is eenigszins lager dan de som welke op bovenstaande tabel is vermeld, en wel omdat men eene mogelijke daling der levensduurte voorziet.

VRAAG.

Hoe is het mogelijk dat, na de oprichting der Nationale Pensioenkas, de eerste termijnen der pensioenen (hoofdst. III, art. 2, litt. b) de som van 2 millioen 580,000 frank kunnen bereiken?

Zelfde vraag voor litt. c.

ANTWOORD.

De Nationale Kas voor Oorlogspensioenen keert slechts pensioenen uit wegens oorlogsfeiten.

Nu, luidens hoofdstuk II, art. 2, litt. b :

Is de post van 2,580,000 frank bestemd voor de uitkeering der eerste termijnen van de *rustpensioenen* en der vergoedingen voor Nationale orden (pensioenen wegens dienstjaren voor officieren en voor lagere militairen van het Korps der Gendarmerie ; nationale orden verleend wegens dienstjaren).

Dit crediet van 2,580,000 frank werd, bij wijze van amendement, verhoogd tot op 3,309,000 frank (Zie *Gedrukte stukken*), n^o 124).

Hoofdstuk II, art. 2, litt. c :

De post van 63,000 frank is bestemd tot uitkeering der vergoedingen geldende als pensioen voor de militairen van het Korps der Gendarmerie, die hun pensioen nog maar hebben aangevraagd, en tot uitkeering der eerste termijnen van het invaliditeitspensioen (met inbegrip van den achterstal en gebeurlijk van de bijzondere vergoeding wegens steun aan een derden persoon) verleend aan de lagere officieren en militairen van het Korps der Gendarmerie wegens invaliditeit waarvan de herkomst of de verergering *niet valt tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919 of die voor invaliditeit zijn getroffen wegens verwondingen bekomen op het Duitsch grondgebied naar aanleiding van misdadige aanvallen gepleegd, uitgelokt of begunstigd door Duitschers.*

Deze pensioenen zijn uitkeerbaar op de Begrooting van de Gendarmerie (gewone uitgaven) in afwachting dat zij kunnen uitbetaald worden door het Ministerie van Financiën aan de Begrooting van 's Lands Schuld.

Dit overbrengen op de Begrooting der Openbare Schuld grijpt plaats, overeen-

komstig de bepalingen van artikel 79 van het Koninklijk besluit van 10 December 1868, houdende regeling van de boekhouding van den Staat, gewijzigd bij Koninklijk besluit van 22 Februari 1921 (*Moniteur* van 6 Maart 1921), bepalingen waarvan de tekst hierna overgenomen wordt :

« Art. 79. — De eerste termijn van een pensioen omvat de achterstallen berekend van den dag af waarop dit pensioen begint te loopen tot op het einde van het kwartaal waarin de goedkeuring van het pensioen door het Rekenhof geschiedt. Hij wordt vereffend door middel van eene of meer gezamenlijke ordonnantiën, opgemaakt door het Departement op welks begrooting de eerste termijn dient aangerekend te worden; de latere achterstallen, ten laste van de begrooting der Openbare Schuld, vallende samen met het begin van het volgend kwartaal. »

VRAAG.

Hoe kan de Dienst der postchecks — die kosteloos is — aanleiding geven tot eene uitgave van 8,000 frank (art. 1, litt. g)?

ANTWOORD

De Dienst der postcheckrekeningen is niet volkomen kosteloos. De kosten der formulieren, door het bureau der postchecks afgeleverd, alsook zekere taxes, zijn ten laste van den bestuursdienst :

- 1° Borderellen, debetaangiften, postcheck- en overschrijvingsboekjes;
- 2° Recht van fr. 0 10, op fr. 0.20 gebracht, per inschrijving; evenredig recht van 1/10 per duizend.

Het cijfer van 8,000 frank, in de begrooting bepaald, werd vastgesteld naar het cijfer der gemiddelde uitgaven van dien aard, gedurende de vorige dienstjaren gedaan.

VRAAG.

Hoe wordt de som van 20,000 frank verdeeld :

- a) Voor de leergangen tot voorbereiding van het examen van onder-luitenant?
- b) Voor de bijzondere leergangen? Van welken aard zijn die leergangen?
- c) Voor de avondleergangen?

ANTWOORD.

Het bedrag van 20,000 frank wordt als volgt verdeeld :

- a) Voor de leergangen der voorbereiding van het examen van onder-luitenant : 600 frank voor verwarming en verlichting der lokalen alsook voor de leerboeken der professoren;
- b) 19,400 frank voor de bijzondere leergangen — wetenschappelijke cursussen te verdeelen over de 72 districthoofdplaatsen en mobiele troepen — verwarming, verlichting, schoolbenodigdheden;
- c) De avondleergangen zijn niet te onderscheiden van de bijzondere cursussen.

VRAAG.

Welk is het beloop van de vergoedingen voor officieren, wegens verplaatsing en verhuizing (Onderscheidene uitgaven : 66,000 frank) ?

ANTWOORD.

Vergoeding wegens verplaatsing.

	Vergoedingen voor verblijfskosten.	
	Per dag afwezigheid.	Toelage voor overnachting.
Generaal-officieren. fr.	25	fr. 20
Hoogere officieren.	20	20
Lagere officieren	20	15

Voor de opdrachten die minder dan acht uur doch meer dan vijf uur afwezigheid vergen, wordt de vergoeding voor verblijf met de helft verminderd.

Vergoeding wegens verhuizing.

Gehuwde generaal officieren. fr.	900
Ongehuwde »	200
Gehuwde hoogere »	800
Ongehuwde »	175
Gehuwde lagere »	700
Ongehuwde »	150

Er wordt bovendien voor de gehuwden 50 t. h. terugbetaald van de kosten aan het beheer der spoorwegen betaald voor het vervoer der meubelen.

VRAAG.

Welk is het beloop der vergoedingen wegens verplaatsing en verhuizing betaald aan de onder-officieren, brigadiëren en gendarmen (Onderscheidene uitgaven, 260,000 frank)?

ANTWOORD.

	Per dag afwezigheid.	Toelage voor overnachting.
Onderofficieren. fr.	10	10
Brigadiërs en gendarmen	6	4

Voor de opdrachten die minder dan acht uur en meer dan vijf uur afwezigheid vergen, wordt de vergoeding op de helft gebracht.

Vergoeding wegens verhuizing.

Gehuwde onderofficieren, brigadiërs en gendarmen, 350 frank en terugbetaling van 50 t. h. der kosten betaald aan het Spoorwegbeheer voor het vervoer der meubelen.

VRAAG.

Het eerste artikel, litt. F., voorziet een crediet van 140,000 frank voor 40 remontepaarden,

Kunnen die paarden niet gevonden worden in de afgeschafte of af te schaffen regimenten der ruitërij en kan aldus deze uitgave niet vermeden worden?

ANTWOORD.

Er zijn geen beschikbare paarden meer, afkomstig van de verdwijnende ruitrijregimenten. De verkoopen van paarden die afgekeurd werden, en van paarden wier ouderdom 19 jaar overschrijdt, hebben plaats gegrepen. Er is geen overschot meer dat aan het Gendarmeriekorps zou kunnen afgestaan worden. Er bestaat dus aanleiding om dit crediet te behouden.

VRAAG.

De tabel (litt. a van het eerste artikel, bladz. 16 en 17) wijst credieten van 25,000 frank en 310,000 frank aan voor dienstvergoedingen in bezet Duitschland.

Zullen deze uitgaven niet verlaagd worden wegens de vermindering van de getalsterkte der troepen in bezet Duitschland en de ontruiming van de Keulsche zone ?

ANTWOORD.

Ten gevolge van de vermindering der getalsterkte van de troepen in bezet Duitschland en van de ontruiming der Keulsche zone, kunnen de credieten van 25,000 en 310,000 frank, voorzien in het begrootingsontwerp voor de gendarmerie in 1926, voor dienstvergoedingen in bezet Duitschland, respectievelijk met 10,000 en 150,000 frank verminderd worden.

Deze credieten zouden dan op 15,000 en 160,000 frank teruggebracht worden.

. . .

Ten gevolge van de vermindering van 160,000 frank, uit hoofde van dienstvergoedingen in bezet Duitschland, zooals de achtbare heer Minister het in zijn antwoord voorstelt, doet zich het ontwerp van begrooting van het Gendarmeriekorps voor het dienstjaar 1926, als volgt voor :

Voor de gewone uitgaven	fr.	58,047,800
Voor de uitzonderlijke uitgaven		<u>14,700,000</u>
Te zamen.	fr.	72,747,800

De bijzondere Commissie stelt U eensgezind voor, de Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor 1926, goed te keuren zooals zij U voorgesteld wordt met de bovenaangeduide amendementen,

De Verslaggever,

A. VAN HOECK.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

